

COURSE . . .

À RELAIS - FEMMES

1265, RUE BERRI, BUREAU 810, MONTRÉAL, QUÉBEC H2L 4X4 TÉL.: (514) 844-4509



Les coupures, **ÇA SUFFIT**

Depuis 1988 les groupes de femmes sont constamment aux prises avec des coupures de leurs revenus provenant des subventions gouvernementales.

En 1989, Relais-femmes subissait une baisse de 15% de sa subvention de fonctionnement du programme Promotion de la femme du Secrétariat d'État. Depuis ce temps, non seulement nous n'avons pas récupéré les pertes encourues en 1989, mais notre subvention n'est plus indexée. Cette non-indexation signifie concrètement une diminution constante de notre revenu. En 1992, c'était au tour du Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA) d'imposer des coupures de 4%.

En décembre, le ministre des Finances, Don Mazankowski annonçait d'importantes réductions des subventions versées aux organismes d'intérêts. Nous n'avons pas encore de précisions concernant le contenu exact de ces coupures. Il s'agirait possiblement d'une baisse de 10% de notre subvention de fonctionnement.

Cette baisse, ON NE LA PREND PAS.

Elle signifierait, qu'au total, nous aurions perdu près de 40% de la valeur de notre budget de 1988. C'est inacceptable pour plusieurs raisons.

Les femmes sont loin d'avoir atteint l'égalité dans notre société. Le programme Promotion de la femme constitue un instrument essentiel pour nous aider à y parvenir. En rognant constamment les sommes allouées à cette question, on voit avec quel sérieux le gouvernement traite la reconnaissance de l'égalité des femmes avec les hommes. Imaginez, le programme Promotion de la femme représente un budget de 10\$ millions au Canada dont 1.9\$ million au Québec. Pas même 1\$ par citoyenne de ce pays et on veut encore l'amputer.

Les groupes de femmes fonctionnent déjà avec de maigres budgets et ont, depuis longtemps, atteint l'excellence dans l'art de faire beaucoup avec peu. Vous comprendrez notre scandale lorsque nous apprenons, à chaque publication du rapport du vérificateur général, comment certaines pratiques de mauvaise gestion dans l'administration publique entraînent le gaspillage éhonté d'importantes sommes d'argent, de NOTRE ARGENT.

Il s'agit de millions de dollars. Et nous, nous devrions candidement accepter des coupures de nos subventions? Acquiescer ce serait ni plus ni moins que souscrire à la perpétuation de ces pratiques. Comme dirait ma grand-mère, on n'est quand même pas pour encourager le vice.

Les sommes investies par le programme Promotion de la femme servent à la création de centaines d'emplois pour les femmes et assurent aux Québécoises et aux Canadiennes des services essentiels pour les aider, individuellement et collectivement, à accéder à leur pleine égalité. Sabrer dans ces budgets aurait donc pour effet de créer du chômage, de laisser sans emploi des travailleuses ayant souvent des personnes à charge. Est-ce rentable pour l'État de créer du chômage? De plus, nombre de services amputés devraient à court ou à moyen terme être remplacés par l'État. Ils coûteraient alors deux à trois fois plus chers que les services offerts par les groupes de femmes. Est-ce là une manière de faire des économies?

En période de restrictions budgétaires, les groupes de femmes ont l'air de véritables quémandeuses. Pourtant nous réclamons bien peu et nos demandes sont plus que légitimes. Mais, évidemment, nous ne disposons pas d'un puissant lobby comme l'armée ou les grandes entreprises pour nous faire entendre.

Le programme Promotion de la femme vient de faire l'objet d'une importante évaluation (à tous les cinq ans). Le gouvernement canadien doit maintenant décider de l'avenir de ce programme. Il importe non seulement qu'il soit reconduit sans faire l'objet d'odieuses coupures, mais qu'il reçoive enfin les ressources nécessaires pour assurer pleinement sa mission. À l'occasion du vingtième anniversaire de ce programme, un budget de 20\$ millions par année pour une période de 5 ans nous semblerait tout à fait de mise.

Pour aussi peu que la valeur d'un seul hélicoptère, nous serions des milliers de femmes à avoir des ailes!

Marie-Andrée Roy

Marie-Andrée Roy, présidente



LA COURSE DES 100 MAÎTRES...SES

Activités de formation

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)

Le 9 décembre, c'était une journée bilan pour le conseil d'administration du CIAFT. Membres sortantes et nouvelles membres étaient présentes, histoire de se transmettre les acquis, et l'analyse critique de la part des anciennes. Le CIAFT avait demandé en effet à Relais-femmes de les accompagner dans cette étape. Des outils simples ont été conçus pour encadrer la démarche. Une caractéristique appréciée par les participantes: la réflexion se menait à trois niveaux: le membre individuelle, son groupe d'appartenance et l'équipe du conseil d'administration. Une journée sous le signe du plaisir et de l'énergie besogneuse qui préparait bien l'étape du lendemain, l'élaboration du plan de travail.

Regroupement des cuisines collectives du Québec

Le Regroupement des cuisines collectives, membre de Relais depuis novembre 1992, est à sa première année de fonctionnement avec une équipe de 3 permanentes. Cette équipe est chaudement accueillie par leur conseil d'administration notamment en raison d'un développement accéléré des cuisines tant en région qu'à Montréal, qu'on dénombre à plus de 150. Les besoins exprimés par les groupes de base à divers niveaux (information, formation, réseau d'échange, développement de structures générant la pratique au quotidien de la démocratie) se font nombreux et pressants.

Aussi les travailleuses et membres du conseil d'administration sollicitaient un appui de la part de Relais pour mener à bien l'évaluation de leur assemblée générale tenue le 23 octobre 1992 et l'élaboration de leur plan de travail. C'est en route!

Levée de fonds

Déjà inscrire à votre agenda la date du 11 juin 1993, 9h00 à 16h00, ce sera l'occasion de s'outiller au sujet de l'auto-financement et des activités de levée de fonds. Les groupes qui se débattent pour l'obtention du numéro de charité seront particulièrement intéressés à cette formation. Plus de détails au prochain Bulletin de La Course... à Relais.

Fiscalité

À l'initiative du Groupe des 13, Relais organisait une journée de réflexion sous le thème Femmes, fiscalité et rôle de l'État. Au moment où les allocations maternités sont coupées aux femmes dont le revenu familial dépasse 55,000.00\$, où les allocations familiales ne sont plus un programme universel, où le chômage est sous menace de restrictions et coupures drastiques, où s'imisce le ticket modérateur, où nos programmes sociaux sont globalement mis en question, comment les femmes perçoivent-elles le rôle et la responsabilité étatique? Ruth Rose professeure de sciences économiques à l'UQAM nous guidait dans cette réflexion où la vision féministe venait défier la fatalité néolibérale. 25 femmes participaient, issues du Groupe des 13, de groupes populaires et de l'Intersyndicale des femmes. Un rendez-vous d'échange et de formation que toutes souhaitent poursuivre.

Des intervenantes s'initient au guide d'utilisation de *Question de compétences*

Une journée de formation donnée par Marcelle Régimbald a eu lieu le 7 décembre dernier dans les locaux de Relais-femmes. Une dizaine d'intervenantes de groupes de femmes de différentes régions du Québec se sont déplacées pour y participer. Elles se sont initiées à la démarche de *Question de compétences*, aux concepts énoncés tels que compétence générique et également aux divers éléments de la boîte à outils. L'évaluation faite à la fin de cette journée confirme la pertinence d'utiliser une telle démarche auprès des femmes. Toutes sont unanimes à reconnaître que la démarche *Question de compétences* adaptée aux groupes de femmes permet la valorisation du bagage personnel des femmes, l'augmentation de la confiance en soi et la reconnaissance de ses compétences. L'invitation tient toujours pour offrir une telle formation aux intervenantes de groupes de femmes situés en régions. N'hésitez pas à nous contacter!



LA COURSE AU TRÉSOR

Activités de recherche

Nouvelle importante pour les femmes

Le Centre de recherche sur la violence familiale et la violence faite aux femmes est en marche. En effet, le 13 novembre, le

ministre Benoît Bouchard annonçait le financement de cinq centres de recherche au Canada. Au Québec, c'est le projet soumis conjointement par l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université Laval, Relais-femmes et la Fédération des CLSC qui a été choisi. Aussi Relais en collaboration étroite avec ses groupes membres entend assumer une présence active et soutenue comme partenaire du Centre de recherche.

Le 28 janvier 1993, il y avait une réunion à Relais pour établir entre groupes de femmes, les bases sur lesquelles nous nous engageons dans cette aventure. La première rencontre des divers partenaires a lieu le 10 février 1993.

C'est fait: la monoparentalité en région a un portrait!

Marie-Claude Fournelle, assistante de recherche, a déposé en décembre dernier son mémoire intitulé *Conditions de vie et besoins spécifiques des familles monoparentales en région*. Elle trace un portrait de leurs réalités familiales et financières ainsi que de leur participation au marché du travail. Elle explore également certains aspects relatifs à leur vie affective et sociale, leurs préoccupations, leurs besoins et leurs projets d'avenir. Les membres du comité d'encadrement se rencontreront en février dans le but de produire un document synthèse de cette recherche et d'examiner également diverses pistes d'action qui pourraient être identifiées pour la FAFMQ.

Les infirmières du Québec: qu'en est-il depuis la grève de 89?

Demandée par la Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIIQ), la recherche tentera, au delà de l'augmentation de salaire obtenue en 89, d'analyser l'impact qu'a bien pu avoir la grève sur la situation des infirmières et sur leurs conditions de travail. Les écrits s'accordent pour dire que l'insatisfaction grandissante au sein de la profession ne peut être enrayerée par une simple augmentation de salaire. C'est pourquoi la recherche interrogera les mesures d'adaptation envisagées par les infirmières pour gérer la crise qui les affecte. Des questions comme celles-ci seront posées à un échantillon représentatif des 40,000 infirmières réunies au sein de la FIIQ: que veulent-elles transformer dans leur tâche? Comment? Pensent-elles réellement se retirer de la profession? Pourquoi? Pour aller où? Quelles seraient les solutions individuelles et surtout collectives qui les retiendraient dans la profession? La recherche vient d'obtenir un financement dans le cadre du protocole UQAM/Relais-femmes.



LA COURSE AUTOUR DU MONDE

Activités de coopération internationale

TÉLÉ QUOI? Télédud de l'Université catholique du Chili

M. Vicente Perrez, attaché d'administration au bureau de la coopération extérieure de Télé-Université, du réseau des universités du Québec, et madame Beatriz Contreras, professeure à Télédud de l'Université catholique du Chili rencontraient, le 10 décembre dernier, Lucie Bélanger et Marcelle Régimbald de Relais-femmes. Madame Contreras, à titre de responsable de la conception d'un programme à distance de promotion et d'éducation spécifiquement pour les Chiliennes désirait obtenir un survol de formations offertes au sein des groupes de femmes du Québec.

Madame Contreras veut concevoir une dizaine de cours à l'intention des Chiliennes ayant des enfants d'âge scolaire et ayant de faibles ressources. Trois catégories de cours sont à mettre sur pied: ceux visant à développer la confiance en soi, ceux ayant trait à la participation sociale des femmes et finalement des cours se rapportant à leur intégration sur le marché du travail rémunéré.

Outre les contacts fort chaleureux et enrichissants, nous avons pris connaissance d'une «Bibliographie et répertoire de programmes et cours francophones s'adressant aux clientèles féminines du Québec» faite par Nélida Pinto, sous la coordination de Louise Patoine. Ce document a été produit par Télé-Université en août 1992 et une copie de ce document a été déposée au Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine.



LE PELOTON

Membership de Relais-femmes

Le Regroupement des cuisines collectives du Québec

En novembre dernier, Relais-femmes accueillait le Regroupement des cuisines collectives comme nouveau membre. Le Regroupement vise à contrer non seulement la faim physique mais également la faim psychologique. Autonomie, prise en charge des personnes et des groupes qui composent

le Regroupement, telles sont ses principes de base. Tout ceci se fait dans le respect de la dignité des personnes et surtout pas dans une option «faire la charité».

Le Regroupement des équipes régionales ESPACE

Bienvenue également au Regroupement des équipes régionales ESPACE, nouveau membre de Relais-femmes, depuis novembre 1992. «Espace a pour but de prévenir toutes formes d'abus commis envers les enfants, grâce à un programme éducatif offert aux enfants du pré-scolaire (2 1/2 ans à 5 ans) et du primaire, ainsi qu'aux adultes (parents, personnel scolaire, intervenants) de leur collectivité».

Association des religieuses pour la promotion des femmes

La moisson à Relais-femmes en novembre dernier a été très fructueuse. En effet, un troisième groupe de femmes a adhéré à Relais-femmes. Il s'agit de l'Association des religieuses pour la promotion des femmes (ARPF). L'objectif de l'Association, fondée en 1986, est «de travailler, dans une perspective évangélique et selon les charismes des divers instituts, à la promotion des femmes - religieuses et ou laïques - dans l'Église et dans la société. Les membres sont des répondantes à la condition féminine de leur congrégation. Deux dossiers principaux retiennent leur attention depuis trois (3) ans: le premier porte sur la violence conjugale, et le second sur les femmes, formation théologique et emploi».



LA COURSE AUX LIVRES

Documentation

Centre de prévention des agressions de Montréal

Éducation des femmes. Les femmes reprennent le pouvoir. Revue portant sur la violence faite aux femmes, 48 pages, 4.50\$. Pour vous procurer cette revue, veuillez téléphoner au Centre de prévention des agressions de Montréal au 284-1212.

Relais-femmes

L'aide sociale au féminin: pauvreté, contrôle et humiliation, une nouvelle édition mise à jour par Gisèle Ampleman et Clau-

dette Champagne, membres du Front commun des personnes assistées sociales (FCPASQ) et du Réseau féministe populaire (RFP) sera disponible en mars au coût de 8\$ tout frais inclus.

La pauvreté change-t-elle nos pratiques? propos d'intervenantes et d'enseignantes. Ce document nouvellement publié en est à sa deuxième édition. Il se vend 7\$ tout frais inclus.

Regroupement québécois des CALACS
Le traitement judiciaire québécois des causes d'agressions sexuelles: entre le mythe et la réalité. Document synthèse disponible au Regroupement québécois des CALACS, C.P. 1594, Sherbrooke Qc J1H 5M4. 10\$ pour le document synthèse et 20\$ pour le texte intégral de la recherche.



LA COURSE DE FONDS

Le tour des subventions

Programme promotion de la femme - Secrétariat d'État

Notre demande d'aide financière 1993-94 a été envoyée le 3 décembre 1992 au bureau du Programme promotion de la femme à Hull. Elle reflète une augmentation sans cesse croissante des besoins de nos membres, conséquence directe des coupures effectuées dans le champ des politiques sociales, et un membership en pleine expansion. Pour ce faire, la permanence ne suffit plus à la tâche et requiert non seulement les services d'une quatrième personne mais que le temps de travail de ces 4 employées se répartisse sur un horaire de cinq jours/semaine.

De plus, l'éditorial de Marie-Andrée Roy que vous avez lu en première page du présent bulletin témoigne du climat fort préoccupant qui prévaut actuellement au sein des groupes de femmes du Québec et du Canada. Les groupes de femmes ont à leur actif une somme considérable de réalisations qui d'année en année se concrétisent avec des moyens financiers de plus en plus réduits.

La limite est atteinte et les groupes de femmes se mobilisent pour réagir à l'annonce des coupures de 10%.

PSÉPA - Augmenter les budgets de l'éducation populaire autonome!

Une campagne de pression, pourquoi? Parce que les budgets de l'éducation populaire autonome sont gelés depuis cinq ans. Parce que pour plusieurs groupes, leurs subventions sont gelées depuis 1984. Parce que le ministère de l'Éducation doit promouvoir l'éducation hors des murs des institutions, notamment auprès des personnes des milieux défavorisés avec lesquelles les groupes d'éducation populaire autonome travaillent. Parce que la nouvelle ministre doit comprendre dès le début de son mandat notre insatisfaction face aux maigres budgets de l'éducation populaire autonome! Parce que c'est entre les mois de novembre et de mars que les budgets pour chaque programme sont décidés par le Conseil du trésor et par le ministère concerné. Parce que il faut frapper fort pour éviter les coupures des programmes d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes.

Des actions à faire:

- Signer la pétition et la faire circuler.
- Aller rencontrer notre député-e.
- Participer aux autres actions de mobilisation locales ou régionales.
- Participer à la manifestation nationale le 16 avril 1993 à Québec.

Pour toute information supplémentaire, veuillez rejoindre votre regroupement ou Relais-femmes et demandez Lucie Bélanger, 844-4509.



À LA COURSE Nouvelles en vrac

Les 10 ans du Protocole: une belle fête
Plus de 70 personnes ont célébré le 10^e anniversaire du Protocole UQAM/Relais-femmes le 10 décembre dernier. En effet, depuis exactement le 25 mai 1982 Relais-femmes a signé une entente avec l'UQAM qui donne officiellement à ses groupes membres un accès privilégié à des ressources universitaires. Suite aux discours des représentants-es de l'UQAM, notre présidente Marie-Andrée Roy ainsi qu'Angèle Briand de l'AFÉAS et Francine Chagnon de la FFQ ont montré très concrètement la teneur des travaux réalisés grâce au Proto-

cole et ainsi que les avantages d'une collaboration au quotidien entre chercheuses et groupes de femmes. L'événement nous a donné l'occasion de remercier très sincèrement les femmes de l'UQAM qui ont collaboré avec Relais tout au cours de cette décennie.

«Septième art et discrimination»: série de conférences en mars et avril

Cinéma-femmes a obtenu du Secrétariat d'État une bourse afin de faire connaître les résultats d'une recherche sur le cas des réalisatrices sous le titre Septième art et discrimination, le cas des réalisatrices, rédigé par M. Jean-Guy Lacroix aux Éditions V.L.B. en 1992. Une tournée de conférences dans les cégeps, les universités et les groupes de femmes aura lieu en mars et avril 1993. Pour des informations additionnelles, veuillez contacter Catherine Piazzon au local de Cinéma-femmes, (514) 395-6012.

«Femmes en mouvement. Trajectoires de l'AFÉAS»: parution à l'occasion du 8 mars

Le livre tant attendu par l'AFÉAS est fin prêt pour le lancement qui est prévu le 2 mars à l'UQAM. Tous les groupes intéressés à y participer peuvent s'informer à Relais des coordonnées précises de l'événement. L'ouvrage signé par Jocelyne Lamoureux, Michèle Gélinas et Katy Tari est le fruit d'une collaboration de trois ans dans le cadre du Protocole UQAM/Relais-femmes. Sur 259 pages, l'ouvrage dresse un portrait de l'AFÉAS dans ses dimensions historiques et actuelles.

Parution du rapport de recherche: Femmes, migrations, interventions: une rencontre interculturelle

Gisèle Legault, professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal et Myriam Lafrenière produisaient cette recherche sur la pratique sociale auprès des femmes immigrantes et de leurs familles. Elle visait à cerner leurs problématiques principales et les difficultés d'intervention rencontrées par les intervenants-es sociaux et sociales dans ce type de pratique. Cette recherche tente de définir la pratique dite interculturelle. Le rapport de recherche est disponible au coût de 12\$ l'unité et veuillez libeller le chèque au nom de Gisèle Legault, École de service social, Université de Montréal, C.P. 6128, Succ. A, Montréal, Qc. H3C 3J7.

Lancement de la recherche sur le traitement judiciaire des causes d'agressions sexuelles

Jeudi le 4 février 1993, lancement de la recherche réalisée par le Regroupement québécois des CALACS, intitulée *Le traitement judiciaire québécois des causes d'agressions sexuelles: entre le mythe et la réalité*. Ce fut un temps de rencontre et d'échange avec des intervenantes des CALACS, des représentantes du système judiciaire, des professeures, des militantes féministes... La lecture de cette étude nous fait souhaiter que la recherche et la conscientisation féministes se poursuivent sur ce terrain.



LES COUREUSES DE TÊTE Conseil d'administration

Membres :

Marie-Andrée Roy, Angèle Briand, Louise Picard, Martine Roy, Céline Martin, Danielle Fournier, Marcelle Régimbald,

Observatrices :

Lucie Bélanger, Lyne Kurtzman.

Belzile Péloquin

avocats

Violaine Belzile

(514) 849-9413

450 Chemin, Montréal, (Québec) H2L 1G9
Métro Sherbrooke



AVANT-PROPOS Itée

Le prêt-à-lire de vos publications

521-1955

Mise en pages
Graphisme
Rédaction

Merci aux titulaires des cartes d'affaires parues dans ce numéro et au Programme de soutien à l'éducation populaire autonome dont la contribution facilite le financement de ces brèves nouvelles.